Le Burundi célèbre le 48e anniversaire de son indépendance sur fond d'inquiétude

@rib News, 02/07/2010 â€“ Source XinhuaLe Burundi a fÃªtÃ© jeudi le 48e anniversaire de son indÃ©pendance sur fond d'inquiÃ©tude sur la situation tendue Ã cause des Ã©lections, alors que les citoyens souhaitent que les leaders fassent plus dans le dÃ©veloppement du pays.Salvator Niyongabo, un fonctionnaire de 50 ans, estime que l'indÃ©pendance avait permis aux Burundais de retrouver leur dignitÃ©, alors que Ndegeya Paul de Bujumbura rurale, rencontrÃ© au marchÃ© central de Bujumbura, se dit content de pouvoir vendre ses Å“ufs "Ã l'aise".
"Mes grands-parents nous ont dit que les colonisateurs s'appropriaient des Å“ufs de leurs poules mais aujourd'hui nos enfants les mangent et voilÃ que l'on en vend mÃªme Ã l'aise", affirme-t-il.Barumwete SimÃ©on, un professeur d'universitÃ©, estime pour sa part que les acquis de l'indÃ©pendance sont lÃ , mais qu'il reste encore Ã faire."Les infrastructures ont Ã©tÃ© construites comme les Ã©coles, les centres de santÃ©, les pistes de communication, les routes (...), mais il a toujours manquÃ© des mesures d'accompagnement. La preuve en Ã©ducation par exemple, ce sont ces nombreux Burundais qui sont encore analphabÃ¨tes. L'autre preuve, c'est cette paupÃ©risation que l'on observe. Il met le tort de tout cela aux dirigeants qui ont toujours Ã©tÃ© caractÃ©risÃ©s par les intÃ©rÃªts Ã©goÃ¯stes", dit le professeur.Face Ã des propos de ceux affirment prÃ©fÃ©rer le retour du colonisateur, le grand sage ZÃ©non Nicayenzi qui a exercÃ© des hautes fonctions dans le premier gouvernement du Burundi indÃ©pendant rÃ©torqueÂ : "Quelqu'un qui ose s'exprimer ainsi ne sait pas ce qu'Ã©tait le pouvoir colonial. Imaginez-vous que mÃªme le roi et les princes Ã©taient soumis au blanc, Ã©taient considÃ©rÃ©s comme des serfs des blancs. Certes, certaines difficultÃ©s sont encore lÃ , mais il ne faut pas songer au retour du colonisateur, surtout que ces difficultÃ©s ont Ã©tÃ© enseignÃ©es par ce mÃªme colonisateur".Dans son discours Ã la nation Ã l'occasion de la cÃ©lÃ©bration des 48 ans d'indÃ©pendance, le chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza, qui vient d'obtenir un second mandat Ã l'issue de l'Ã©lection prÃ©sidentielle tenue le 28 juin avec 91,62% des voix, a appelÃ© les Burundais Ã sauvegarder cette indÃ©pendance par la cohÃ©sion sociale, l'unitÃ©, l'engouement au travail et la solidaritÃ© avec les autres peuples."Cela constitue le socle de la sauvegarde de cette indÃ©pendance ", a indiquÃ© le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza."L'indÃ©pendance ne signifie pas l'exclusion de l'Ã©tranger. Elle ne signifie pas non plus que nous devons vivre Ã ses dÃ©pens", a-t-il soulignÃ©.Il s'est engagÃ© Ã rompre avec "l'ancienne habitude de ne pas respecter la volontÃ© du peuple" et Ã consulter le peuple "dans toutes les dÃ©cisions qui le concernent".Le Burundi, pays d'Afrique de l'Est, a Ã©tÃ© le thÃ©Ã¢tre d'affrontements ethniques sanglants, notamment entre communautÃ©s hutue et tutsie et n'est sorti de la guerre civile de dix ans qu'en 2002, aprÃ¨s la signature de l'accord de paix d'Arusha en 2000.Le pays organise une sÃ©rie d'Ã©lections, dont l'Ã©lection prÃ©sidentielle, boycottÃ©e par les candidats de l'opposition mÃ©contents de l'organisation des Ã©lections communales du 24 mai. Celle-ci menace de s'abstenir lors des autres Ã©lections Ã venir comme celles du Parlement.La tension politique s'accompagne de la dÃ©tÃ©rioration de la situation de sÃ©curitÃ© et plusieurs attaques Ã la grenade ont Ã©tÃ© rapportÃ©es divers endroits, dont Bujumbura. Agathon Rwasa, chef des Forces nationales de libÃ©ration (FNL, ex-rÃ©bellion) qui Ã©tait l'un des candidats Ã la prÃ©sidentielle, a fui la "protection" de la police avant le scrutin du 28 juin et a rejetÃ© les accusations selon lesquelles il Ã©tait impliquÃ© dans la dÃ©stabilisation de la sÃ©curitÃ© et du processus Ã©lectoral.Au lendemain de l'Ã© prÃ©sidentielle au Burundi, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU, Ban Ki-moon, qui avait visitÃ© le pays dÃ©but juin, a appelÃ© Burundais Ã poursuivre leurs efforts pour rÃ©gler les diffÃ©rends "par des moyens pacifiques et un dialogue inclusif".